



Éditorial



LE BIEN VIVRE À L'ÂGE POSTMODERNE

Presque tout le monde convient aujourd'hui que le développement ne se réduit pas à la croissance du PIB. Rappelons les reproches centraux adressés à ce pauvre PIB. Il mesure des choses qui ne contribuent en rien au mieux-être des humains, comme les dépenses effectuées pour réparer les « dégâts du progrès », des accidents de voiture aux pollutions. Il mesure des richesses mais ne tient pas compte de leur répartition, comme si la dimension sociale du progrès n'importait pas. Enfin, ce PIB ne dit rien de sa durabilité, au sens du développement durable. Produisons-nous des richesses ou sommes-nous des prédateurs qui pillons un trésor ? Nos enfants, pourront-ils vivre convenablement ? Ou hériteront-ils d'un capital endommagé : une planète pillée, polluée, dégradée ?

D'Amérique latine nous vient une aspiration au *Bien vivre* qui s'enracine dans un contexte culturel non occidental, et qui rejoint cette critique de « l'idéologie sous-jacente » à certains de nos indicateurs économiques. E. Gudynas résume le débat, intense en particulier en Bolivie et en Équateur. Pas par hasard : ces pays disposent d'une population à majorité indienne.

Le *Bien vivre* ne constitue-t-il que les habits neufs du progressisme latino-américain ? Ou s'agit-il d'un défi adressé à tous ? Annonce-t-il un renouvellement politique pour notre postmodernité qui vise la qualité de la vie plus que la richesse matérielle, l'harmonie avec la nature en même temps que l'harmonie sociale ?

Antoine Sondag
antoine.sondag@lebret-irfed.org

Le *Bien vivre* : terreau où germent de nouvelles alternatives

par Eduardo Gudynas

Eduardo Gudynas est chercheur en Uruguay au CLAES : Centre latino-américain d'écologie sociale. Dans cet article, il présente un concept, le *Bien vivre*, qui soulève des espoirs en Amérique latine et qui inspire certaines politiques de la Bolivie et de l'Équateur. Cela a attiré l'attention des écologistes dans le monde entier. Evo Morales a organisé une rencontre autour des droits de la Terre-Mère. L'Équateur a reconnu dans sa constitution les droits de la Nature. Pour mieux connaître E. Gudynas voir, en espagnol, son site www.gudynas.com ou son blog www.accionreaccion.com

Le *Buen Vivir* (traduit désormais par *Bien vivre*), ou *Vivir Bien* (*Vivre bien*), englobe un ensemble d'idées forgées comme réaction ou alternative aux conceptions traditionnelles du développement. Sous ces appellations s'accumule une diversité de réflexions qui créent de nouvelles perspectives sur le plan tant des idées que des pratiques.

Sources d'inspiration

Alberto Acosta, qui fut, en tant que président de l'Assemblée constituante équatorienne, un des promoteurs les plus actifs de l'idée, l'entend comme une opportunité et une option à construire. D'après lui, le *Bien vivre* ne peut se réduire au « bien-être occidental » et doit s'appuyer sur la cosmovision des peuples indigènes, dans laquelle ce que l'on pourrait appeler amélioration sociale est « une catégorie en construction et en reproduction permanentes ». Mais il avertit aussi qu'il existe d'autres sources d'inspiration puisque, y compris au sein de la culture occidentale, « de plus en plus de voix se lèvent qui pourraient être d'une certaine manière en harmonie avec cette vision indigène ».

L'intellectuel aymara David Choquehuanca, actuel ministre des Relations extérieures de Bolivie, soutient que le *Bien vivre* est « la récupération de l'expérience de vie de nos peuples,

de la Culture de la vie et de notre vie dans une relation de complète harmonie et de respect mutuel avec la Nature mère, la Pachamama où tout est vie, où nous sommes tous uywas, enfants de la Nature et du cosmos ». Il ajoute que rien n'est séparé et que nous sommes frères des plantes et des montagnes.

Le *Bien vivre* est une critique du développement, attestée dans les nouvelles constitutions de la Bolivie et de l'Équateur

La critique du développement contemporain - l'obsession consumériste, le mythe du progrès continu - et le questionnement de sa rationalité sont des aspects centraux de la formulation du *Bien vivre*.

Les premières expressions formelles du *Bien vivre* sont attestées dans les nouvelles Constitutions de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009). Ce pas significatif fut le produit de nouvelles conditions politiques, de la présence active de mouvements citoyens et de l'émergence croissante des peuples indigènes comme protagonistes des débats.

Dans la Constitution bolivienne, le *Vivre bien* (*Vivir Bien*, telle y est son appellation) apparaît dans la section dédiée aux bases fondamentales de l'État. Sa formalisation est pluriculturelle car elle reprend l'idée du *Bien vivre* déclinée selon les formulations de plusieurs peuples indigènes.

Le *Bien vivre* est traité de manière différente dans la nouvelle Constitu-

tion équatorienne. En effet, il y est présenté comme « droits du *Bien vivre* » qui recouvrent le droit à l'alimentation, à un environnement sain, à l'eau, à la communication, à l'éducation, au logement, à la santé, etc. Dans cette perspective, le *Bien vivre* s'exprime de façon plurielle par un ensemble de droits, lequel se situe au même plan hiérarchique que d'autres ensembles de droits reconnus par la Constitution (ceux qui se réfèrent à la personne et aux groupes auxquels une attention particulière est portée, aux communautés, aux peuples, aux nationalités, à la participation, à la liberté, à la protection de la Nature).

Le « régime de développement » est défini comme « l'ensemble organisé, soutenable et dynamique des systèmes économiques, politiques, socioculturels et environnementaux, qui garantissent la réalisation du *Bien vivre*, du *sumak kawsay* » (art. 275). Ses objectifs sont vastes, par exemple : améliorer la qualité de vie, construire un système économique juste, démocratique et solidaire, susciter la participation et le contrôle social, récupérer et conserver la Nature, ou promouvoir un aménagement territorial équilibré.

Le concept se décline en diverses variations

Simultanément aux avancées constitutionnelles, la discussion sur les implications du *Bien vivre* s'est diversifiée. Certains soutiennent que la meilleure interprétation est celle de la vie en communauté, ou « *Bien vivre ensemble* », en lien direct avec une vie accomplie, austère mais diverse, qui inclue tant les dimensions matérielles qu'affectives, et dont nul n'est exclu.

Le *Bien vivre* inclut couramment le *ñande reko* (façon d'être) des guaranis, qui exprime une série de qualités : la liberté, le bonheur, la célébration dans la communauté, la réciprocité, le sens de l'invitation, entre autres. Toutes s'articulent autour d'une recherche constante, qui s'appuie autant sur le passé que sur le futur, de la « terre sans mal ».

Cependant, nous l'avons vu clairement, chacune de ces manifestations du *Bien vivre* est spécifique d'une culture, d'une langue, d'une histoire, d'un contexte social, politique et écologique particulier. Il n'est pas possible, par exemple, de prendre l'idée de *sumak kawsay* des Kichwas d'Équateur et de la transplanter comme une recette du *Bien vivre* qui pourrait s'appliquer à toute

l'Amérique latine. De la même façon, il n'est pas possible de reconverter ou reformater la Modernité en une « Postmodernité du *Bien vivre* ».

Critiques occidentales du développement

Dans le vaste champ des savoirs occidentaux existent également des postures critiques vis-à-vis du développement, qui ont souvent été marginalisées ou exclues : l'environnementalisme biocentrique, le féminisme radical ou la décolonisation du savoir, pour ne citer que certains courants récents.

Autre exemple, l'écologie profonde (fondée sur l'approche du philosophe norvégien Arne Naess, 1989), refuse l'anthropocentrisme de la Modernité et défend une posture biocentrique qui trouve son aboutissement dans les droits de la Nature et qui explore la voie d'une identification forte avec l'environnement.

Bien que critique par rapport aux présupposés de base de la pensée occidentale, cette position est née en son sein même ; son contenu est pourtant, sans doute aucun, une expression du *Bien vivre*.

Enfin, un autre type d'apports provient des reformulations ou de la critique des concepts conventionnels de la politique et de la justice. Citons René Ramirez, secrétaire d'État à la Planification en Équateur, qui affirme que le *Bien vivre* est un « bio-égalitarisme républicain » : « bio », parce qu'il reconnaît les droits de la Nature ; « social-égalitaire », parce qu'il défend les générations futures et amplifie la démocratie (au travers, par exemple, de la plurinationalité et de la justice socioéconomique) ; « républicain » parce qu'il s'appuie sur une institutionnalité impliquant autant le concours de l'État que la responsabilité des citoyens.

Plusieurs analyses qui s'inscrivent dans ce courant en arrivent à considérer que le *Bien vivre* fait partie de la tradition socialiste. René Ramirez parle de « socialisme du *sumak kawsay* », ou « biosocialisme républicain ». Cependant, le socialisme est une des grandes traditions propres à la modernité européenne. Or le *Bien vivre* désire précisément rompre avec la subordination vis-à-vis de cette perspective. C'est pourquoi, par exemple, le Bolivien Simon Yampara affirme que « l'homme aymara n'est ni socialiste ni capitaliste » et souligne l'importance des complémentarités.

D'un autre côté, on ne peut oublier que, le *Bien vivre* défendant la justice

sociale et l'égalité, c'est avec beaucoup d'expressions de la gauche classique, dont l'origine est en Europe, qu'existe la proximité la plus grande. Cela explique que, pour certains, le *Bien vivre* se maintiendrait au sein de l'idéologie socialiste ; ceux-ci sont donc très à l'aise avec des expressions du type « socialisme du *sumak kawsay* ». Mais pour d'autres, ce qui s'observe est nouveau et son appellation est simplement *Bien vivre*, sans autres adjectifs ou conditions.

Il ne fait aucun doute que le *Bien vivre* accorde une place importante aux savoirs indigènes. On pourrait même dire que ces derniers ont été les fers de lance de ce regard nouveau.

Diversité de l'enracinement culturel du *Bien vivre*

Le *Bien vivre* est un concept qui sert à regrouper diverses postures, qui ont chacune leurs spécificités mais qui ont en commun la critique du développement actuel et la recherche de changements substantiels en appelant à de nouvelles relations entre les personnes et l'environnement. Les propositions du *Bien vivre* se veulent une rupture face à la Modernité, souvent à partir de la revendication d'un savoir traditionnel. De la même manière, plusieurs manifestations du *Bien vivre* reflètent la volonté d'attribuer à nouveau une signification aux territoires et de récupérer leur contrôle. Il s'agit d'une « re-signification » des espaces géographiques face à ce qui est considéré comme une invasion ou une usurpation, non seulement des ressources naturelles mais aussi des modes de vie.

Pour affiner la compréhension de l'idée de *Bien vivre*, on peut faire appel à la notion de juxtaposition : là où il n'y a pas de mélange. En effet, les cultures distinctes ne fusionnent pas mais entrent en interaction, que ce soit sous forme de complémentarités ou bien d'antagonismes.

C'est l'image utilisée par Silvia Rivera C., une intellectuelle bolivienne qui se définit comme aymara-européenne. Elle utilise le mot aymara *ch'ixi* qui se réfère à une couleur résultant de la juxtaposition de deux couleurs opposées et qui désigne donc l'état d'une chose qui, à la fois, est et n'est pas.

Pourrait-on décrire le *Bien vivre* comme *ch'ixi* ? C'est-à-dire comme une juxtaposition de critiques de la Modernité, celles des indigènes, des créoles ou des occidentaux, où chaque critique maintient sa spécificité

et où toutes se complètent pour questionner le développement ? La réponse est, en partie, oui, mais outre les complémentarités, se produisent aussi des mélanges et des fusions (les « reconceptualisations » au sujet de l'environnement ou les apports du féminisme, par exemple).

Il est également important de comprendre clairement que cette approche culturelle montre qu'il n'existe pas un *Bien vivre* indigène, d'autant plus que la catégorie « indigène » est artificielle et ne sert qu'à homogénéiser un grand nombre de peuples et de nationalités, qui ont - ou pourraient avoir - chacun leur propre conception du *Bien vivre*.

Le *Bien vivre* : une plate-forme pour voir autrement le monde

Le *Bien vivre* questionne le dualisme de la Modernité qui sépare société et nature, et cherche à mettre en évidence d'autres formes de relation avec l'environnement.

Pour considérer ces thèmes, on a dernièrement utilisé le concept d'ontologie. Ce mot peut nous faire craindre d'être entraînés dans un débat philosophique sans fin. Pourtant, il est possible d'en offrir une définition de travail, pour transmettre l'idée présentée ici.

Voici, en résumé, ce qu'en dit l'anthropologue argentin Mario Blaser : une ontologie est la forme sous laquelle se comprend et s'interprète le monde ; elle est fondée sur une série de présupposés concernant ce qui existe ou n'existe pas, sur les relations entre les éléments existants, etc. Loin d'être prédéterminée, elle se construit à partir des pratiques et des interactions autant avec les êtres humains qu'avec l'environnement non humain. Ces pratiques et interactions engendrent des histoires, des mythes et des croyances, que l'on peut comprendre comme des « récits » qui rendent accessibles nos expériences et actions.

Le développement conventionnel correspond à l'ontologie propre à la modernité européenne. Parmi ses principales caractéristiques, nous pouvons citer, en appui à notre propos, la séparation de la société et de la Nature (dualité), un devenir historique considéré comme linéaire, une prétention à contrôler et manipuler, la foi dans le progrès, l'insistance à séparer le « civilisé » du « sauvage », etc. Elle fait appel à un savoir expert qui détermine les meilleures stratégies et impose une notion de qualité de vie similaire pour toutes les nations. Pour pouvoir influencer sur

la marche de ce développement, les demandes des groupes locaux ou des communautés indigènes doivent être « traduites » en savoir technocratique ou démontrer qu'elles sont pertinentes en termes économiques.

Prenons l'exemple d'un groupe local qui pense que l'activité minière « tue » la montagne qui fait partie de sa « communauté » de vie : tout cela devra être « traduit » par les tenants de la Modernité en une liste d'impacts sur le milieu physique, dans l'espoir d'avoir une incidence sur les décisions prises dans le cadre d'une activité entrepreneuriale légitimée par le sceau du « développement ».

Les caractéristiques et présupposés du *Bien vivre*

Cette plate-forme pour voir autrement le monde s'articule autour de plusieurs axes.

Une autre éthique pour reconnaître et attribuer la valeur. Dire que la Nature devient « sujet de valeur » est un changement radical par rapport à l'éthique occidentale prédominante où tout ce qui nous entoure est objet de valeur et où seules les personnes, en tant qu'êtres conscients, peuvent attribuer et hiérarchiser les valeurs.

Une décolonisation des savoirs. Cela consiste à reconnaître, respecter et même tirer profit de la diversité des savoirs. Il y a rupture (ou tentative de rupture) avec les relations de pouvoir dominantes et abandon de la prétention qui veut qu'un savoir privilégié doit dominer et orienter la rencontre des cultures et des savoirs.

Un éloignement de la rationalité de manipulation et d'instrumentalisation. Le *Bien vivre* est un espace dans lequel est abandonnée la prétention moderne de dominer et manipuler tout ce qui nous entoure, personnes ou Nature, pour le transformer en moyens qui servent nos fins.

Une vocation orientée vers la rencontre, le dialogue et les interactions entre les différents savoirs. Cette interaction doit avoir lieu sur un plan interculturel et doit aussi récupérer les postures critiques occidentales.

Des conceptions alternatives de la Nature. Toute alternative au développement implique de transformer le concept occidental d'une Nature qui nous est extérieure, découpée en objets qui peuvent être manipulés et en ressources que l'on peut s'approprier. Le *Bien vivre* offre plusieurs façons de dépasser la dualité qui sépare la société de la Nature et repo-



LE *BUEN VIVIR* COMPROMIS PAR NOTRE DEMANDE EN PÉTROLE

Ceux d'entre nous qui avons eu le privilège de partager le quotidien des communautés amérindiennes savons qu'elles conçoivent la maladie comme une conséquence du mal-être qui survient de la rupture de l'harmonie avec ses proches et qu'elles ont la sagesse de se contenter de peu pour ne pas « scier la branche sur laquelle elles sont écologiquement assises ». Leur sens de la démocratie, basée sur le consensus et le pouvoir horizontal, l'éthique dont font preuve la plupart de leurs dirigeants naturels, devrait être mieux connus de nos élites et les inspirer. J'ai eu récemment l'occasion d'observer l'impact qu'ont eu les mots d'un des leaders amazoniens kichwa que j'avais invité à Genève pour s'exprimer devant un public de dirigeants politiques et économiques occidentaux réunis pour activer le mouvement de transition vers l'économie « verte » : même devant ce public averti, le *Buen Vivir* qu'il a décrit d'une manière limpide a produit l'effet d'une douche écossaise...

Nous sommes de plus en plus nombreux à avoir compris que la crise mondiale actuelle n'est que le produit de l'effondrement de la seconde révolution industrielle, celle qu'a permise la coïncidence entre le pétrole et l'automobile et qui a produit le marché global, l'urbanisation rapide, la révolution « verte » agricole, les Trente Glorieuses, en un mot la généralisation du mode de vie dit occidental, aux antipodes du *Buen Vivir*... Cette ère économique est moribonde et il faut passer à un autre système basé exclusivement sur les énergies renouvelables, l'agroécologie de proximité, l'économie circulaire et le pouvoir latéral (que Jeremy Rifkin oppose au pouvoir hiérarchique). Il serait élégant de le faire rapidement, avant que les gouvernements nationaux des pays andins ne terminent de pomper le pétrole qui se trouve encore sous les pieds des amazoniens, acteurs du *Buen Vivir*... Car la réalité est crue : le *Buen Vivir* ne pèse pas bien lourd face à nos intérêts économiques... un moment de honte étant si vite passé !

Alain Retière

agroécologue tropicaliste
www.task-initiative.net
alain.retiere@gmail.com

sitionne l'être humain comme partie intégrante de la chaîne de la vie.

Des communautés élargies. Les communautés politiques (c'est-à-dire celles qui abritent des acteurs dotés de capacité d'expression politique) ne se restreignent pas aux personnes mais offrent un espace au non-humain (par exemple aux autres êtres ou aux éléments de l'environnement ou, même, aux esprits).

Un espace pour l'expérience vécue et les affects. Le *Bien vivre*, bien qu'ayant une base matérielle, ne se réduit pas à cette dimension et reconnaît le rôle joué par le vécu et les affects (joie ou tristesse, rébellion ou compassion).

Transitions vers le Bien vivre

A mesure qu'avance la discussion sur le *Bien vivre*, les demandes d'actions concrètes de changement, fondées sur les consensus actuels, augmentent.

La plupart des critiques adressées au *Bien vivre* dénoncent le fait que ces mesures se traduiraient par un obscurantisme imposé par des sociétés de chasseurs-cueilleurs vivant dans la forêt tropicale, ce qui est totalement infondé. Le *Bien vivre* n'est d'ailleurs pas une posture anti-technologique. Au contraire, le développement scientifique et technique continuerait d'être mis à contribution, mais d'une manière différente, sans exclure d'autres sources de connaissance et, dans tous les cas de figure, en appliquant le principe de précaution.

Les pays sous gouvernement progressiste ont avancé sur ce chemin, permettant que les conditions soient plus propices aux changements menant vers le *Bien vivre*. Cette posture se comprend en tant que réaction à la vaste et profonde réforme néolibérale des décennies passées où a prévalu la logique de marché. Mais il faut aussi reconnaître que la situa-

tion dans ces pays est maintenant différente. Dans ce type de contexte, une certaine vigilance est nécessaire face aux tentations de décréter le *Bien vivre* depuis les officines gouvernementales, au motif que l'État sait tout et représente à lui seul les demandes citoyennes. La situation se complique davantage encore lorsque ce même État retourne à un style de développement conventionnel, avec un impact social et environnemental élevé, et s'éloigne par là-même des conceptions du *Bien vivre*.

Mais le problème actuel réside dans le financement de tous ces programmes, qui reste basé sur un modèle de développement conventionnel, d'appropriation de la Nature et de maintien de la subordination aux exportations de ressources naturelles.

Plus encore, dans certains pays, l'augmentation du coût social et de la dépense publique renforcent la dépendance des gouvernements par rapport aux exportations de minerais et hydrocarbures et au développement de la monoculture. Et pourtant, on pourrait dire que ce progressisme se rapproche du *Bien vivre* dans son combat contre la pauvreté et son appui à certaines demandes populaires.

Ce sont surtout les communautés indigènes, notamment en zone tropicale, qui souffrent de ce paradoxe, car elles se trouvent sur la nouvelle frontière de l'avancée des entreprises minières et pétrolières. Les impacts et les dérèglements engendrés par les industries extractives expliquent bon nombre de demandes et de protestations sociales qui traversent ces pays.

Il est nécessaire d'être très ferme sur ce point : s'engager pour le *Bien vivre* implique de sortir de la priorité à l'industrie extractive qui, par ses impacts sociaux et environnementaux, est clairement incompatible avec cette approche. Le plan équa-

torien reconnaît ce fait lorsqu'il se fixe comme objectif d'atteindre une étape post-industrie extractive. En conséquence, la tâche immédiate est d'illustrer cette finalité par des actions concrètes.

Il faut ajouter à cela que les buts immédiats d'un programme de transition vers le *Bien vivre* devraient se centrer sur deux objectifs d'égale importance : zéro pauvreté et zéro extinction d'espèces endogènes.

Les demandes de changement en cours doivent être canalisées dans un programme de transition dans lequel les moments de rupture et de transformation vont de pair avec l'action dans la durée. La clé réside dans un équilibre entre permanence et transformation, qui génère un mouvement de changement réel ; chaque nouvelle transformation doit ouvrir la porte à une nouvelle étape, en évitant la stagnation et en imprimant un rythme soutenu de changement.

Après le développement, le Bien vivre

Le *Bien vivre* ne devrait pas être compris comme une réinterprétation occidentale du mode de vie indigène en particulier. Il ne s'agit pas non plus d'une tentative de retour à une cosmovision indigène qui devrait supplanter le développement conventionnel.

En réalité, le *Bien vivre* délimite une plate-forme où sont partagés des éléments divers avec un regard tourné vers le futur ; il comporte un horizon utopique de changement.

Cela se dit communément dans un grand nombre de vallées andines : le *Bien vivre* est aujourd'hui un concept vivant qui fait germer de nouvelles alternatives de vie.

Eduardo Gudynas

Sélection d'extraits : Ruth Stock
Traduction : Isabelle Duquesne

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed - 49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebret-irfed.org

L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot

Rédacteur en chef : Antoine Sondag - Conseil de rédaction : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Vincent Berthet, Karine Besses, Pierre Chalvidan, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Serge Lafitte, Karine Meaux, Marilza De Melo-Foucher, Pierre Vilain.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € (version papier + @) ou 25 € (version @) - Le numéro : 4 € - chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irfed

Viréments bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)
ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé